



**Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/51/891  
8 mai 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquante et unième session  
Point 136 de l'ordre du jour

FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES POUR  
L'ASSISTANCE AU RWANDA

Rapport du Comité consultatif pour les questions  
administratives et budgétaires

1. Le 18 mars 1997, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné la version préliminaire du rapport du Secrétaire général (A/51/830) sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) pendant la période du 1er janvier au 30 juin 1996. Le texte final du rapport a été publié le 9 avril 1997, après la fin de la session d'hiver du Comité le 27 mars 1997. Au cours de son examen du rapport, le Comité s'est entretenu avec des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des informations supplémentaires, dont certaines n'ont pas été reçues avant le 1er mai 1997.
2. Le Comité rappelle que la MINUAR a été créée par la résolution 872 (1993) du Conseil de sécurité, en date du 5 octobre 1993, pour une période initiale de six mois, du 5 octobre 1993 au 4 avril 1994. Par la même résolution, le Conseil a approuvé la proposition d'intégrer la Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda (MONUOR), créée par le Conseil dans sa résolution 846 (1993), du 22 juin 1993, au sein de la MINUAR.
3. Comme indiqué dans le tableau qui a été fourni au Comité (voir l'annexe I), les ressources mises à la disposition de la MONUOR pour la période du 22 juin au 21 décembre 1993, et pour la MINUAR depuis le 5 octobre 1993, représentent un montant total brut de 518 212 300 dollars (montant net : 510 698 400 dollars). Le tableau contient également des informations, au 19 mars 1997, sur les dépenses de fonctionnement relatives à la MONUOR pour la période du 22 juin au 21 décembre 1993, et à la MINUAR pour la période du 5 octobre 1993 au 30 septembre 1996 et au-delà, y compris 72 mois de travail supplémentaires du personnel civil au-delà du 30 septembre 1996. Sur sa demande, le Comité a eu communication d'un tableau indiquant l'état provisoire des dépenses au 17 mars 1997 pour la période allant au-delà du 30 juin 1996 (voir l'annexe II).
4. Comme il est indiqué aux paragraphes 3 et 4 du rapport du Secrétaire général, l'Assemblée générale, par sa résolution 50/211 A, a ouvert un crédit

d'un montant brut de 32 324 500 dollars (montant net : 31 828 900 dollars) pour la période du 1er janvier au 8 mars 1996. Par sa résolution 50/211 B, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 19 745 000 dollars (montant net : 19 462 700 dollars) et un crédit supplémentaire d'un montant brut de 4 632 500 dollars (montant net : 4 152 200 dollars) aux fins du retrait de la MINUAR pendant la période du 9 mars au 19 avril 1996 et de sa fermeture administrative pendant la période du 20 avril au 30 septembre 1996, y compris 72 mois de travail supplémentaires du personnel civil au-delà du 30 septembre 1996.

5. Le Comité note, d'après le paragraphe 5 du rapport du Secrétaire général, que sur le crédit d'un montant brut total de 56 702 000 dollars (montant net : 55 443 800 dollars) ouvert par l'Assemblée générale pour la période du 1er janvier 1996 au 30 septembre 1996 et au-delà, un montant brut de 54 573 600 dollars (montant net : 53 566 800 dollars) a été alloué pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1996.

6. Comme il est indiqué au paragraphe 7 du rapport du Secrétaire général, des dépenses d'un montant brut de 59 620 500 dollars (montant net : 58 578 400 dollars) ont été imputées sur les crédits ouverts pour la période du 1er janvier au 30 juin 1996, ce qui a entraîné des dépassements d'un montant brut de 5 046 900 dollars (montant net : 5 011 600 dollars) pour cette période.

7. Comme il est indiqué aux paragraphes 8 et 9 du rapport du Secrétaire général, les dépassements considérés s'expliquent par un certain nombre d'événements imprévus. Le Comité a ainsi relevé que la Mission s'est heurtée à certaines difficultés lorsqu'il s'est agi de remporter les avoirs de l'ONU et de régler dans les délais voulus les différends entre la MINUAR et les entreprises avec lesquelles elle avait passé des contrats. Le Comité note en outre que parmi ces problèmes, on peut citer notamment ce qu'il adviendrait du matériel de la MINUAR, l'imposition des sociétés ayant passé des contrats avec l'ONU, la délivrance d'autorisations et les droits de communication, et des divergences dans l'interprétation de l'accord sur le statut de la mission. Le Comité rappelle que le Secrétaire général avait porté la question de l'imposition à l'attention de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité en janvier 1996 (voir A/50/868-S/1996/61, par. 8). À cet égard, le Comité consultatif rappelle également les informations contenues dans le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité, en date du 29 février 1996 (S/1996/149) :

"J'ai envoyé une équipe d'experts à Kigali pour examiner avec les responsables gouvernementaux d'autres questions qui intéressent également l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement rwandais telles que le paiement de taxes par les entreprises appuyant les activités de la MINUAR. L'Organisation des Nations Unies considère que les entreprises et leur personnel expatrié doivent être exonérés du paiement de l'impôt dans le pays hôte, parce qu'ils ne sont là que pour assurer les services d'appui logistique, distribuer des rations aux diverses composantes de la Mission et assurer le transport par voies aérienne et terrestre pour appuyer les activités de la MINUAR. Au cours des discussions, la délégation de l'Organisation des

Nations Unies a reçu l'assurance que le Gouvernement n'insisterait pas sur ce point en ce qui concerne les entreprises fournissant des services à la MINUAR".

8. Le Comité a cherché à savoir quelles avaient été les dépenses engagées du fait de ces différends mais a été informé qu'il n'était pas possible d'en déterminer le montant exact car elles n'avaient pas été comptabilisées séparément dans les comptes de la MINUAR.

9. Comme il est indiqué aux paragraphes 8 et 9 du rapport du Secrétaire général, le processus de rapatriement a été retardé encore davantage du fait des négociations sur l'établissement du Bureau des Nations Unies au Rwanda. Le Comité a été informé que, puisque le Bureau des Nations Unies au Rwanda n'avait en définitive pas été établi, les avoirs qui ont été par la suite transférés au Tribunal avaient dû être conservés plus longtemps que nécessaire, ce qui avait entraîné des dépenses supplémentaires.

10. Le Comité rappelle que, dans sa résolution 1029 (1995) du 12 décembre 1995, le Conseil de sécurité, tout en prorogeant le mandat de la MINUAR jusqu'au 8 mars 1996, avait prié le Secrétaire général de commencer à établir des plans en vue du retrait complet de la MINUAR, lequel devait se faire dans les six semaines suivant l'expiration de son mandat. Comme il est indiqué au paragraphe 8 du rapport du Secrétaire général, bien que le délai de six semaines initialement envisagé pour la liquidation des activités sur place – la date de départ ayant été fixée au 20 avril 1996 – se soit révélé trop court, la MINUAR avait quand même été obligée de quitter le Rwanda à cette date, et la majeure partie de son personnel administratif avait dû se réinstaller à Nairobi.

11. À cet égard, le Comité rappelle que certaines indications avaient précédemment donné à penser que la MINUAR serait obligée de quitter le Rwanda avant le 20 avril 1996 et que, par conséquent, la décision de conserver provisoirement du personnel à Nairobi avait été prise antérieurement. Selon les informations qui avaient été données au Comité et dont il avait fait état dans son rapport du 17 avril 1996 (A/50/936), la mise en place d'un bureau provisoire à Nairobi n'aurait dû entraîner que peu de dépenses supplémentaires. Le Comité considère que, si l'on avait soigneusement prévu les mesures à prendre d'ici au 20 avril, c'est-à-dire la date fixée pour le retrait de la Mission, les dépassements de dépenses auraient été d'un montant moindre.

12. Le Comité a appris qu'en plus des sociétés commerciales qu'il avait fallu maintenir sur place en l'absence d'une unité militaire logistique, laquelle avait quitté le Rwanda le 2 février 1996, quelque 15 à 17 membres du personnel civil étaient restés au Rwanda environ un mois au-delà du 20 avril 1996 pour fournir un appui administratif et logistique, ce qui avait entraîné des dépenses supplémentaires.

13. Le Comité relève que plusieurs des montants dont il est fait état à l'annexe II.A du rapport du Secrétaire général sont des dépenses correspondant à des périodes précédentes et non pas à la période sur laquelle porte le rapport, à savoir du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 1996. Le Comité a obtenu communication d'un tableau faisant apparaître les dépenses correspondant à des périodes précédentes qui avaient été incluses dans la période à l'examen (voir l'annexe III).

D'après les informations qui lui ont été fournies, le Comité constate que, sur le montant total de 5 011 600 dollars indiqué comme correspondant à des dépassements de crédits dans le rapport du Secrétaire général, un montant de 3 045 700 dollars correspond à des dépenses effectuées lors de périodes précédentes. Le Comité estime que, s'il est exact qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996, les mandats ont été de brève durée, ce qui a pu entraîner certaines incertitudes dans les prévisions, les ressources auraient pu néanmoins être gérées plus efficacement et les dépenses correspondant à des périodes précédentes ont donné lieu à un nombre de reports excessifs.

14. Le Comité constate que dans un certain nombre de cas, les dépenses supplémentaires ont été effectuées pour des biens et services qui ne figuraient pas dans les prévisions de dépenses. D'autre part, le rapport sur l'exécution du budget à l'examen range les biens et services reçus sous la rubrique Demandes de remboursement et engagements non réglés, alors qu'en fait, certains des montants ne sont encore que des estimations, en attendant que soient présentées les demandes de remboursement correspondantes. Le Comité considère qu'il aurait fallu suivre les procédures en vigueur pour soumettre les demandes de biens et de services considérés ainsi que pour contracter des engagements de dépenses à ce titre, de manière à éviter confusion et incertitudes lors du décaissement des fonds et de la préparation du rapport sur l'exécution du budget.

15. Le Comité consultatif note, d'après le paragraphe 11 de l'annexe II.B du rapport du Secrétaire général, qu'un crédit de 15,7 millions de dollars a été ouvert durant la période considérée pour couvrir les dépenses à engager au titre du matériel appartenant aux contingents. Alors que lesdites dépenses se sont élevées à 3 863 100 dollars, le solde a été considéré comme un engagement non réglé en vue de couvrir les besoins concernant le règlement des demandes de remboursement en attente. Le Comité note par ailleurs qu'un montant total de 19,5 millions de dollars a été conservé dans les comptes de la Mission (depuis sa création) sous la rubrique Engagements non réglés au titre du matériel appartenant aux contingents. En outre, en attendant l'achèvement d'un examen technique et administratif, un montant estimé à 17,5 millions de dollars a été prévu pour le matériel perdu et abandonné, en attendant la soumission par les gouvernements des demandes de remboursement. Le Comité relève que ces montants ne figurent pas dans l'annexe I du rapport du Secrétaire général et apparaissent en tant que renseignements supplémentaires dans la partie descriptive du rapport.

16. Le Comité note d'après le paragraphe 23 de l'annexe II.B qu'un montant de 868 000 dollars a été conservé dans les comptes de la Mission en attendant l'achèvement d'un examen juridique des demandes d'indemnisation pour des dommages causés aux locaux.

17. En ce qui concerne la fourniture de biens et de services, le Comité note qu'un montant de 906 500 dollars a été conservé sous forme d'engagements non réglés pour des demandes de remboursement en cours d'examen et qu'une somme de 1 638 000 dollars a été décaissée pour régler des demandes de remboursement concernant la fourniture de biens pour lesquels aucun montant n'avait été inscrit au budget au cours des périodes considérées respectives (annexe II.B, par. 38).

18. Le Comité note également, d'après le paragraphe 36 de l'annexe II.B, qu'un montant de 2 154 000 dollars a été engagé dans l'attente de la réception et du rapprochement des factures de la société (1 434 000 dollars) et de la présentation d'une demande de remboursement finale pour des services médicaux (720 000 dollars) fournis au titre d'une lettre d'attribution.

19. Après avoir demandé des éclaircissements, le Comité a été informé que le chiffre de 1 434 000 dollars représentait un montant qui avait été inscrit dans les comptes de la Mission en vue du règlement des factures définitives devant être soumises par la société au titre des services d'appui logistique fournis à la MINUAR. Il fallait tout d'abord achever la vérification et le rapprochement desdites factures afin de s'assurer que les services avaient bien été fournis dans les conditions stipulées et que les montants facturés étaient conformes aux clauses du contrat.

20. Le Comité consultatif a par ailleurs été informé que deux fonctionnaires recrutés sur le plan international (un administrateur et un agent des services généraux) et deux agents recrutés sur le plan local avaient été détachés sur place aux fins de surveiller l'exécution des contrats durant le fonctionnement de la MINUAR. À l'heure actuelle, le rapprochement et la vérification des factures se rapportant à ces services continuent d'être effectués par un administrateur recruté sur le plan international à Luanda. Après avoir demandé des éclaircissements, le Comité consultatif a appris que ces tâches étaient exécutées par un fonctionnaire de l'UNAVEM (le chef du Groupe de gestion des contrats de l'UNAVEM), en plus des tâches normales dont il s'acquittait pour le compte de l'UNAVEM. Cet arrangement avait été mis en place parce que, avant son affectation à l'UNAVEM, l'intéressé était chargé de surveiller l'exécution du contrat relatif à la fourniture de services logistiques à la MINUAR.

21. Le Comité a demandé et reçu un tableau indiquant, pour la période correspondant à chaque mandat, le montant des engagements non réglés, dont le total, au 20 mars 1997, représentait 61 millions de dollars (voir l'annexe IV).

22. Le Comité a été informé que tous les engagements de dépenses contractés au titre d'une lettre d'attribution se rapportant à des périodes précédentes l'avaient été après vérification de la bonne réception des biens et des services. Toutefois, à la suite de l'examen détaillé de toutes les demandes de remboursement de gouvernements qui demeuraient en attente au 20 mars 1997, on avait identifié l'existence d'un montant supplémentaire à rembourser de 2,5 millions de dollars au titre des rations, qui n'avait pas donné lieu à un engagement de dépenses au cours de la période correspondante. Le Comité estime que l'identification et la réconciliation tardives de certaines de ces demandes de remboursement tiennent peut-être en partie à la lourdeur des procédures suivies pour identifier et vérifier les biens et services reçus ainsi qu'au fait que la Mission n'avait pas établi toute la documentation voulue.

23. Le Comité a été informé qu'aucune demande d'indemnisation à l'encontre de la MINUAR n'était en cours d'arbitrage mais que 11 demandes de remboursement de la part de sociétés commerciales étaient actuellement examinées par le Bureau des affaires juridiques : perte de l'usage d'un véhicule, services de transport, demande au titre d'un contrat d'affrètement (montant non précisé), utilisation

d'un terrain (1 500 dollars), location de locaux (12 millions de dollars), location de camions pour le transport de pétrole en vrac (2,1 millions de dollars), etc.

24. En ce qui concerne l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité, le Comité consultatif note, d'après le paragraphe 12 de l'annexe II.B, qu'aucun montant n'avait été prévu à cette rubrique dans la mesure où les sommes qu'il avait fallu décaisser dans quatre cas d'indemnisation (131 700 dollars) avaient été couvertes à l'aide de crédits ouverts pour des périodes précédentes. Sur les sept demandes d'indemnisation reçues à ce jour, un montant de 158 300 dollars demeure pendant au titre de trois cas à l'étude.

25. Le Comité relève, d'après le paragraphe 6 de l'annexe II.B, que les frais d'entreposage des rations se sont élevés à 368 000 dollars. De l'avis du Comité, compte tenu de la pénurie d'entrepôts constatée dans le passé, le montant considéré aurait dû être inclus dans les prévisions de dépenses au titre des rations et aurait dû également figurer dans le contrat passé avec le fournisseur. Le Comité a été informé que lors de l'établissement des prévisions de dépenses, on avait par inadvertance omis d'inscrire au budget un montant distinct pour couvrir les frais d'entreposage, dans la mesure où on avait présumé que ces frais étaient inclus dans les barèmes de vivres par jour/personne qui avaient été appliqués pour faire les calculs. Cette omission a été découverte à l'occasion d'un examen de l'exécution du contrat effectué au début de 1996, après l'exécution du budget de la MINUAR pour la période considérée.

26. Comme il est indiqué au paragraphe 11 du rapport du Secrétaire général, à la reprise de sa cinquante et unième session, l'Assemblée générale devra ouvrir un crédit additionnel d'un montant total brut de 5 046 900 dollars (montant net : 5 011 600 dollars) pour la période du 1er janvier au 30 juin 1996. Comme il est indiqué au paragraphe 10 du rapport, on procède actuellement à une étude préliminaire des engagements non réglés inscrits dans les comptes de la MINUAR pour déterminer s'il serait possible d'imputer les ressources additionnelles requises sur des sommes engagées au titre de périodes précédentes dont on n'aurait peut-être plus besoin; le Secrétaire général ne demande donc pas au stade actuel la mise en recouvrement des sommes additionnelles considérées. Compte tenu des commentaires et observations formulés ci-dessus, en particulier aux paragraphes 13 à 19 et au paragraphe 21, le Comité consultatif recommande qu'on ne prenne pas non plus de mesure visant à ouvrir un crédit additionnel, en attendant qu'ait été établi un nouveau rapport indiquant les actions prises pour remédier aux incertitudes mentionnées plus haut.

ANNEXE I

État au 19 mars 1997 des ressources dégagées et des dépenses de fonctionnement pour la Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda pour la période allant du 22 juin au 21 décembre 1993 et la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda pour la période allant du 5 octobre 1993 au 30 septembre 1996 et au-delà

(En dollars des États-Unis)

|   | Montant brut | Montant net |
|---|--------------|-------------|
| 1. Ressources                                     |              |             |
| 22 juin-21 décembre 1993                          |              |             |
| Montant des crédits ouverts (résolution 48/245)   | 3 642 300    | 3 557 400   |
| 5 octobre 1993-4 avril 1994                       |              |             |
| Montant des crédits ouverts (résolution 42/248)   | 45 826 700   | 45 317 600  |
| 5 avril-9 décembre 1994                           |              |             |
| Montant des crédits ouverts (résolution 49/20 A)  | 163 101 700  | 161 515 400 |
| Contributions volontaires en nature               | 5 365 000    | 5 365 000   |
| Total partiel                                     | 168 466 700  | 166 880 400 |
| 10 décembre 1994-9 juin 1995                      |              |             |
| Montant des crédits ouverts (résolution 49/20 B)  | 143 417 100  | 141 461 900 |
| Contributions volontaires en nature               | 529 300      | 529 300     |
| Total partiel                                     | 143 946 400  | 141 991 200 |
| 10 juin-8 décembre 1995                           |              |             |
| Montant des crédits ouverts (résolution 49/20 B)  | 99 628 200   | 97 508 000  |
| 1er janvier-8 mars 1996                           |              |             |
| Montant des crédits ouverts (résolution 50/211 A) | 32 324 500   | 31 828 900  |
| 8 mars-19 avril 1996                              |              |             |
| Montant des crédits ouverts (résolution 50/211 B) | 19 745 000   | 19 462 700  |
| 19 avril-30 septembre 1996 et au-delà             |              |             |
| Montant des crédits ouverts (résolution 50/211 B) | 4 632 500    | 4 152 200   |
| Total, rubrique 1                                 | 518 212 300  | 510 698 400 |
| 2. Dépenses de fonctionnement (montant net)       |              |             |
| 22 juin-21 décembre 1993                          |              |             |
| Montant des dépenses                              | 2 354 100    | 2 298 500   |
| 5 octobre 1993-4 avril 1994                       |              |             |
| Montant des dépenses                              | 35 295 100   | 34 684 400  |

|   | Montant brut            | Montant net             |
|---|-------------------------|-------------------------|
| 5 avril-9 décembre 1994                       |                         |                         |
| Montant des dépenses                          | 145 709 000             | 144 186 800             |
| Contributions volontaires en nature           | 5 365 000               | 5 365 000               |
| <b>Total partiel</b>                          | <b>151 074 000</b>      | <b>149 551 800</b>      |
| 10 décembre 1994-9 juin 1995                  |                         |                         |
| Montant des dépenses                          | 122 742 000             | 121 220 100             |
| Contributions volontaires en nature           | 529 300                 | 529 300                 |
| <b>Total partiel</b>                          | <b>123 271 300</b>      | <b>121 749 400</b>      |
| 10 juin-31 décembre 1995                      |                         |                         |
| Montant des dépenses                          | 95 012 800              | 93 098 500              |
| 1er janvier-30 juin 1996                      |                         |                         |
| Montant des dépenses                          | 59 620 500              | 58 578 400              |
| 1er juillet-31 décembre 1996                  |                         |                         |
| Montant des dépenses (aux coûts standard)     | 2 128 400               | 1 877 000               |
| <b>Total, rubrique 2</b>                      | <b>468 756 200</b>      | <b>461 838 000</b>      |
| <b>Total, rubrique 1 moins 2</b>              | <b>49 456 100</b>       | <b>48 860 400</b>       |
| 3. Sommes portées au crédit des États Membres |                         |                         |
| 22 juin-21 décembre 1993                      | 1 288 200 <sup>a</sup>  | 1 258 900 <sup>a</sup>  |
| 5 octobre 1993-4 avril 1994                   | 10 531 600              | 10 633 200              |
| 5 avril-9 décembre 1994                       | 17 392 700 <sup>b</sup> | 17 328 600 <sup>b</sup> |
| 10 décembre 1994-9 juin 1995                  | 9 413 143 <sup>c</sup>  | 6 455 769 <sup>c</sup>  |
| <b>Total, rubrique 3</b>                      | <b>38 625 643</b>       | <b>35 676 469</b>       |
| 4. Solde inutilisé                            | 10 830 457              | 13 183 931              |

<sup>a</sup> Le solde inutilisé de la MONUOR pour cette période a été imputé sur les sommes mises en recouvrement pour la MINUAR.

<sup>b</sup> Le solde inutilisé de la MINUAR pour cette période a été affecté au Tribunal pour le Rwanda (résolutions 49/251 et 50/213 A, B et C de l'Assemblée générale).

<sup>c</sup> Le solde inutilisé de la MINUAR pour cette période a été en partie affecté au Tribunal pour le Rwanda (résolutions 50/213 C et 51/215 de l'Assemblée générale).

ANNEXE II

État provisoire au 17 mars 1997 des dépenses pour la période ultérieure au 30 juin 1996

État récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

| Description  | Montants<br>alloués | Montants<br>décaissés | Engagements<br>non réglés | Montant total<br>des dépenses | Économies/<br>(dépassements) |
|--|---------------------|-----------------------|---------------------------|-------------------------------|------------------------------|
| 1. Personnel militaire                                   | —                   | 162,6                 | 0,3                       | 162,9                         | (162,9)                      |
| 2. Personnel civil                                       | 1 734,2             | 739,3                 | 126,2                     | 865,5                         | 868,7                        |
| 3. Locaux/hébergement                                    | 33,9                | 34,4                  | 20,3                      | 54,7                          | (20,8)                       |
| 4. Remise en état des infrastructures                    | 0,0                 | —                     | —                         | —                             | —                            |
| 5. Transports  | 9,2                 | 34,8                  | 16,2                      | 51,0                          | (41,8)                       |
| 6. Opérations aériennes                                  | —                   | 3,1                   | —                         | 3,1                           | (3,1)                        |
| 7. Opérations navales                                    | —                   | —                     | —                         | —                             | —                            |
| 8. Transmissions   | 16,0                | 6,2                   | 24,2                      | 30,4                          | (14,4)                       |
| 9. Matériel divers                                       | 1,5                 | 9,6                   | —                         | 9,6                           | (8,1)                        |
| 10. Fournitures et services                              | 32,0                | 95,5                  | 1,7                       | 97,2                          | (65,2)                       |
| 11. Fournitures et services liés aux élections           | —                   | —                     | —                         | —                             | —                            |
| 12. Programmes d'information                             | —                   | —                     | —                         | —                             | —                            |
| 13. Programmes de formation                              | —                   | —                     | —                         | —                             | —                            |
| 14. Programmes de déminage                               | —                   | —                     | —                         | —                             | —                            |
| 15. Aide au désarmement et à la démobilisation           | —                   | —                     | —                         | —                             | —                            |
| 16. Fret aérien et de surface                            | —                   | 48,8                  | 4,7                       | 53,5                          | (53,5)                       |
| 17. Système intégré de gestion                           | —                   | —                     | —                         | —                             | —                            |
| 18. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix | 50,2                | 50,2                  | —                         | 50,2                          | —                            |
| 19. Contributions du personnel                           | 251,4               | 0,6                   | —                         | 0,6                           | 250,8                        |
| Montant total, rubriques 1 à 19                          | 2 128,4             | 1 185,1               | 193,7                     | 1 378,8                       | 749,6                        |

ANNEXE III

Dépenses correspondant à des périodes précédentes dont il est fait état pour la période considérée (1er janvier-30 juin 1996) et économies/dépassements) à ce titre

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | (1)                          | (2)                    | (3)                          | (4)                      | (5)                          | (6)          | (7)              |
|--|------------------------------|------------------------|------------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------|------------------|
|  |                              |                        |                              |                          |                              |              |                  |
|  | 5 oct. 1993-<br>4 avril 1994 | 5 avril-9 déc.<br>1994 | 10 déc. 1994-<br>9 juin 1995 | 10 juin-<br>31 déc. 1995 | 5 oct. 1993-<br>31 déc. 1995 |              |                  |
| <b>1. Personnel militaire</b>                        |                              |                        |                              |                          | <b>Total</b>                 |              |                  |
| a) Observateurs militaires                           | —                            | —                      | —                            | —                        | —                            | —            | —                |
| b) Contingents                                       |                              |                        |                              |                          |                              |              |                  |
| Dépense et loisirs                                   | 1,8                          | 70,0                   | 192,9                        | (166,8)                  | 97,9                         | 44,3         | 53,6             |
| Rations  | 89,9                         | ( 3 415,1)             | 282,9                        | 1 430,9                  | (1 611,4)                    | 42,0         | (1 653,4)        |
| Indemnité journalière                                | 8,6                          | (293,5)                | (0,5)                        | (6,2)                    | (291,6)                      | 59,7         | (351,3)          |
| Indemnité de repas et de logement                    | (61,3)                       | (5,0)                  | (423,0)                      | (317,7)                  | (807,0)                      | 48,6         | (855,6)          |
| Déploiement, relève et rapatriement                  | 256,4                        | (1 488,1)              | 1 640,7                      | 1 144,5                  | 1 553,5                      | 535,0        | 1 018,5          |
| Autres voyages autorisés                             | —                            | —                      | (98,5)                       | 40,0                     | (58,5)                       | 39,6         | (98,1)           |
| <b>Total partiel</b>                                 | <b>295,4</b>                 | <b>(5 131,7)</b>       | <b>1 594,5</b>               | <b>2 124,7</b>           | <b>(1 117,1)</b>             | <b>769,2</b> | <b>(1 886,3)</b> |
| c) Autres dépenses afférentes au personnel militaire | —                            | —                      | —                            | —                        | —                            | —            | —                |
| <b>Total, rubrique 1</b>                             | <b>295,4</b>                 | <b>(5 131,7)</b>       | <b>1 594,5</b>               | <b>2 124,7</b>           | <b>(1 117,1)</b>             | <b>769,2</b> | <b>(1 886,3)</b> |
| <b>3. Locaux/hébergement</b>                         |                              |                        |                              |                          |                              |              |                  |
| Location de locaux                                   | 197,5                        | (28,8)                 | (650,0)                      | (253,0)                  | (734,3)                      | 570,3        | (1 304,6)        |
| Éclairage, chauffage, énergie et eau                 | 8,6                          | (997,3)                | (2,2)                        | 294,8                    | (696,1)                      | 75,3         | (771,4)          |
| Construction de locaux/bâtiments préfabriqués        | 6 932,5                      | 11 552,3               | 9 666,6                      | 570,7                    | 28 722,1                     | 29,1         | 28 693,0         |
| <b>Total, rubrique 3</b>                             | <b>7 138,6</b>               | <b>10 526,2</b>        | <b>9 014,4</b>               | <b>612,5</b>             | <b>27 291,7</b>              | <b>674,7</b> | <b>26 617,0</b>  |
| <b>4. Remise en état des infrastructures</b>         | —                            | —                      | —                            | —                        | —                            | —            | —                |

|   | Économies/(dépassements)            |                               |                                     | (5)<br>Total<br>5 oct. 1993-<br>5 oct. 1995 | (6)<br>1er janvier-<br>30 juin 1996<br>Dépenses<br>correspondant<br>à des périodes<br>précédentes | (7)<br>Écart<br>(5) - (6) |
|---|-------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|---|---|---------------------------|
|   | (1)<br>5 oct. 1993-<br>4 avril 1994 | (2)<br>5 avril-9 déc.<br>1994 | (3)<br>10 déc. 1994-<br>9 juin 1995 |   |   |                           |
| <b>5. Transports</b>                                  |                                     |                               |                                     |   |   |                           |
| Location de véhicules                                 | 40,9                                | (842,6)                       | (410,1)                             | 157,4                                       | 157,9   | (1 212,3)                 |
| Carburant et lubrifiants                              | 276,6                               | (1 295,9)                     | 1 938,3                             | 729,1                                       | 98,6  | 1 549,5                   |
| <b>Total, rubrique 5</b>                              | <b>317,5</b>                        | <b>(2 138,5)</b>              | <b>1 528,2</b>                      | <b>886,5</b>                                | <b>256,5</b>  | <b>337,2</b>              |
| <b>6. Opérations aériennes</b>                        |                                     |                               |                                     |   |   |                           |
| a) Hélicoptères                                       | —                                   | —                             | —                                   | —   | —   | —                         |
| b) Avions   | —                                   | —                             | —                                   | —   | —   | —                         |
| c) Indemnité de subsistance des équipages             | —                                   | —                             | —                                   | —   | —   | —                         |
| d) Autres dépenses                                    | —                                   | (85,8)                        | 22,6                                | 140,8                                       | 103,2   | (25,6)                    |
| Droits d'atterrissage et manutention au sol           | —                                   | (85,8)                        | 22,6                                | 140,8                                       | 103,2   | (25,6)                    |
| <b>Total, rubrique 6</b>                              | <b>—</b>                            | <b>(85,8)</b>                 | <b>22,6</b>                         | <b>140,8</b>                                | <b>103,2</b>  | <b>(25,6)</b>             |
| <b>7. Opérations navales</b>                          |                                     |                               |                                     |   |   |                           |
|   | —                                   | —                             | —                                   | —   | —   | —                         |
| <b>8. Transmissions</b>                               |                                     |                               |                                     |   |   |                           |
| a) Éléments complémentaires                           |                                     |                               |                                     |   |   |                           |
| Matériel de transmissions                             | 399,8                               | 1 184,7                       | 1 001,5                             | (73,9)                                      | 29,8  | 2 482,3                   |
| b) Contrat de raccordement au réseau                  | —                                   | —                             | —                                   | —   | —   | —                         |
| <b>Total, rubrique 8</b>                              | <b>399,8</b>                        | <b>1 184,7</b>                | <b>1 001,5</b>                      | <b>(73,9)</b>                               | <b>29,8</b>   | <b>2 482,3</b>            |
| <b>9. Matériel divers</b>                             |                                     |                               |                                     |   |   |                           |
|   | —                                   | —                             | —                                   | —   | —   | —                         |
| <b>10. Fournitures et services</b>                    |                                     |                               |                                     |   |   |                           |
| a) Services divers                                    |                                     |                               |                                     |   |   |                           |
| Autres services divers                                | (1,3)                               | (178,8)                       | (3,8)                               | (682,1)                                     | 126,2   | (992,2)                   |
| b) Fournitures diverses                               |                                     |                               |                                     |   |   |                           |
| <b>Total, rubrique 10</b>                             | <b>(1,3)</b>                        | <b>(178,8)</b>                | <b>(3,8)</b>                        | <b>(682,1)</b>                              | <b>126,2</b>  | <b>(992,2)</b>            |
| <b>11. Fournitures et services liés aux élections</b> |                                     |                               |                                     |   |   |                           |
|   | —                                   | —                             | —                                   | —   | —   | —                         |

|  | (1)                          | (2)                    | Économies/(dépassements)     |                          |                              | (5)  | (6)      | (7) |
|--|------------------------------|------------------------|------------------------------|--------------------------|------------------------------|--|----------|-----|
|  |                              |                        | (3)                          | (4)                      | (5)                          |  |          |     |
|  | 5 oct. 1993-<br>4 avril 1994 | 5 avril-9 déc.<br>1994 | 10 déc. 1994-<br>9 juin 1995 | 10 juin-<br>31 déc. 1995 | 5 oct. 1993-<br>31 déc. 1995 | 1er janvier-<br>30 juin 1996<br>Dépenses<br>correspondant<br>à des périodes<br>précédentes |          |     |
|  | Total                        |                        |                              |                          |                              | Écart<br>(5) - (6)   |          |     |
| 12. <u>Programmes d'information</u>                                    | —                            | —                      | —                            | —                        | —                            | —  | —        |     |
| 13. <u>Programmes de formation</u>                                     | —                            | —                      | —                            | —                        | —                            | —  | —        |     |
| 14. <u>Programmes de déminage</u>                                      | —                            | —                      | —                            | —                        | —                            | —  | —        |     |
| 15. <u>Aide au désarmement et à la démobilisation</u>                  | —                            | —                      | —                            | —                        | —                            | —  | —        |     |
| 16. <u>Fret aérien et de surface</u>                                   |                              |                        |                              |                          |                              |  |          |     |
| Transport du matériel appartenant aux<br>contingents                   | 1 223,0                      | 3 174,8                | 553,9                        | 1 950,8                  | 6 902,5                      | 1 086,1  | 5 816,4  |     |
| Total, rubrique 16   | 1 223,0                      | 3 174,8                | 553,9                        | 1 950,8                  | 6 902,5                      | 1 086,1  | 5 816,4  |     |
| 17. <u>Base de soutien logistique des Nations Unies<br/>(Brindisi)</u> | —                            | —                      | —                            | —                        | —                            | —  | —        |     |
| 18. <u>Compte d'appui aux opérations de maintien de<br/>la paix</u>    | —                            | —                      | —                            | —                        | —                            | —  | —        |     |
| 19. <u>Contributions du personnel</u>                                  | —                            | —                      | —                            | —                        | —                            | —  | —        |     |
| Total, rubriques 1 à 19  | 9 373,0                      | 7 350,9                | 13 711,3                     | 4 959,3                  | 35 394,5                     | 3 045,7  | 32 348,8 |     |

ANNEXE IV

État récapitulatif des engagements non réglés, au 20 mars 1997, pour la période correspondant à chaque mandat

(En milliers de dollars des États-Unis)

|  | MONUAR           |                                 |                             |                                  | MINUAR                       |                              |                                  |          | Total |
|--|------------------|---------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|------------------------------|------------------------------|----------------------------------|----------|-------|
|  | 21 décembre 1993 | 5 octobre 1993-<br>4 avril 1994 | 5 avril-<br>9 décembre 1994 | 10 décembre 1994-<br>9 juin 1995 | 10 juin-<br>31 décembre 1995 | 1er janvier-<br>30 juin 1996 | 1er juillet-<br>31 décembre 1996 |          |       |
| 1. Personnel militaire   | 198,8            | 4 499,1                         | 6 772,9                     | 6 156,9                          | 1 530,5                      | 12 200,7                     | —                                | 31 358,9 |       |
| 2. Personnel civil   | 116,1            | 374,5                           | 670,4                       | 904,1                            | 830,0                        | 134,2                        | 68,7                             | 3 098,0  |       |
| 3. Logements/hébergement                                       | —                | 47,2                            | 413,6                       | 635,8                            | —                            | 1 024,0                      | 20,3                             | 2 140,9  |       |
| 4. Remise en état des infrastructures                          | —                | —                               | 5,2                         | 45,7                             | —                            | —                            | —                                | 50,9     |       |
| 5. Transports  | —                | —                               | 649,2                       | 1 018,6                          | 928,2                        | 136,3                        | 16,2                             | 2 748,5  |       |
| 6. Opérations aériennes  | —                | 1 132,1                         | 343,2                       | 885,2                            | 955,2                        | 257,5                        | —                                | 3 573,2  |       |
| 7. Opérations navales  | —                | —                               | —                           | —                                | —                            | —                            | —                                | —        |       |
| 8. Transmissions   | 3,9              | 84,6                            | 834,0                       | 101,7                            | 202,9                        | 215,9                        | 24,2                             | 1 467,2  |       |
| 9. Matériel divers   | —                | —                               | 77,1                        | 439,8                            | 12,1                         | —                            | —                                | 529,0    |       |
| 10. Fournitures et services                                    | 11,5             | 65,8                            | 3 944,1                     | 659,2                            | 574,7                        | 3 348,7                      | 1,7                              | 8 605,7  |       |
| 11. Fournitures et services liés<br>aux élections              | —                | —                               | —                           | —                                | —                            | —                            | —                                | —        |       |
| 12. Programmes d'information                                   | —                | —                               | —                           | 174,7                            | —                            | —                            | —                                | 174,7    |       |
| 13. Programmes de formation                                    | —                | —                               | —                           | —                                | —                            | —                            | —                                | —        |       |
| 14. Programmes de déminage                                     | —                | —                               | —                           | —                                | —                            | —                            | —                                | —        |       |
| 15. Aide au désarmement et à<br>la démobilisation              | —                | —                               | —                           | —                                | —                            | —                            | —                                | —        |       |
| 16. Fret aérien et de surface                                  | —                | 498,0                           | 1 358,7                     | 2 381,6                          | 1 676,7                      | 1 732,7                      | 4,7                              | 7 652,4  |       |
| 17. Base de soutien logistique des<br>Nations Unies (Brindisi) | —                | —                               | —                           | —                                | —                            | —                            | —                                | —        |       |
| 18. Compte d'appui aux opérations de<br>maintien de la paix    | —                | —                               | —                           | —                                | —                            | —                            | —                                | —        |       |
| 19. Contributions du personnel                                 | —                | —                               | —                           | —                                | —                            | —                            | —                                | —        |       |
| Total, rubriques 1 à 19  | 330,3            | 6 701,3                         | 15 068,4                    | 13 403,3                         | 6 710,3                      | 19 050,0                     | 135,8                            | 61 399,4 |       |